

**GABON**  
**Projet GEF / PARC : Renforcement des capacités pour la gestion**  
**des Parcs Nationaux et de la Biodiversité**

94248

**10<sup>ème</sup> Mission de Supervision**  
16 au 26 Mai 2012

**AIDE-MÉMOIRE**

---

1. Une équipe de la Banque Mondiale<sup>1</sup> a séjourné à Libreville du 16 au 26 Mai 2012 pour réaliser la revue du portefeuille « Ressources Naturelles » : dans ce cadre, elle a mené la dixième mission de supervision du Projet PARCS, sous financement GEF (10 millions de dollars américains).
2. L'objectif de cette mission est de : (i) s'assurer que les activités se mettent en œuvre de façon satisfaisante conformément au plan d'action arrêté conjointement entre l'ANPN et la Banque mondiale en mai 2011, (ii) de faire une revue de tous les contrats en cours d'exécution (consultants individuels et firmes, fournisseurs...) afin d'identifier les possibles faiblesses/difficultés rencontrées dans l'exécution des activités, (iii) enfin, de définir conjointement avec l'ANPN les mesures correctives appropriées et leur modalités d'exécution.
3. La mission a noté avec satisfaction les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de toutes les activités du Projet et le niveau d'appropriation de toutes les entités impliquées dans ce projet (ANPN et Administrations partenaires). La mission remercie toutes les équipes de l'ANPN et particulièrement la Cellule de Projet pour l'organisation des rencontres avec l'ensemble des experts recrutés ainsi que des ONGs (à l'exception de l'ONG Ibonga) ce qui lui a permis de faire un point approfondi sur l'état d'avancement des activités du Projet et de convenir conjointement avec l'ANPN de la planification des activités sur les prochains mois jusqu'à la clôture du projet planifiée au 30 juin 2013. Cet exercice a permis d'élaborer une première ébauche du budget révisé : la version finalisée sera transmise à la Banque mondiale le 8 juin au plus tard.
4. La mission et l'ANPN ont conjointement reconnu le rôle structurant de ce projet au niveau de l'ANPN, notamment avec la mise en place d'un certain nombre d'outils structurants (cf. système de gestion financière, du système de gestion des ressources humaines, de la stratégie de communication et bientôt du système de suivi-évaluation). Par ailleurs, le projet a piloté des modalités de fonctionnement qui sont maintenant généralisées à l'ensemble du réseau des parcs (comptable au niveau des PN, transferts financiers...).
5. De plus, la mission se réjouit de la décision de l'ANPN d'inscrire au budget de l'Etat les experts qui ont été recrutés dans le cadre du projet (au niveau de la Direction technique et Direction administrative et financière) ainsi que les coûts opérationnels des trois parcs-cibles du Projet PARCS dès l'année 2013. C'est un très fort signal tant du point de vue de l'appropriation du projet par le bénéficiaire que de la durabilité des acquis du projet au-delà de la clôture du Projet.

---

<sup>1</sup> La mission était composée de Carole Mégevand (Chargée des deux opérations « Ressources Naturelles »), Idriss Deffry (Consultant en Gestion des Ressources Naturelles) et Patrick Bongotha, Spécialiste en Gestion financière. Au cours du mois de mars, M. Charles Donang Ningayo, Spécialiste Principal en Passation des Marchés au Bureau de la Banque mondiale à N'Djamena, a effectué une revue a posteriori des marchés du projet PARCS : les résultats de cette mission sont présentés dans cet Aide Mémoire.

6. Il a été convenu avec les Autorités de l'ANPN que, dans le cadre de la nouvelle Politique d'Accès à l'information de la Banque mondiale, cet Aide-Mémoire serait publié sur le site internet de la Banque mondiale.

## II. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROJET

7. Depuis la revue à mi-parcours du Projet, qui s'est déroulée en mai 2010 et qui a formellement lancé le processus de restructuration du Projet, des actions fortes ont été prises par l'ANPN et les Administrations partenaires pour restaurer les performances du Projet (qui étaient alors jugées « Insatisfaisantes »). Un travail important de ré-appropriation du Projet a été réalisé pour permettre une meilleure compréhension et adhésion à ses objectifs, aux activités prévues ainsi qu'aux procédures associées. Ceci a permis d'améliorer substantiellement<sup>2</sup> la performance du Projet, qui est maintenant rétablie à un niveau Satisfaisant depuis près d'un an.

8. Les activités se mettent en œuvre de façon satisfaisante, conformément au plan d'actions sur 2 ans qui avait été entériné au cours de la restructuration et qui couvrait la période janvier 2011-décembre 2012. Les sections ci-dessous font un point sur le niveau d'avancées pour chacune des composantes ainsi que les actions qui doivent être menées au cours des prochains mois.

9. Sur cette base, un travail important a été réalisé au cours de la mission pour réajuster le budget du Projet en alignant les ressources disponibles et les actions restant à mener (les ressources disponibles à date du mois de mai 2012 sont estimées à env. US\$ 1,760,000 -non payées, non engagées- auxquelles s'ajoutent les disponibilités au niveau des deux Comptes dédiés du Projet). Les principes qui ont guidé les arbitrages pour la révision du budget sont les suivants :

- Consolidation des acquis (et pas de nouvelles activités) ;
- Contribution à l'atteinte des objectifs tels que définis dans le Cadre de Résultat du Projet (voir Annexe 1) ;
- Renouvellement des contrats des consultants individuels ayant donné satisfaction, sur une période de 6 mois (jusqu'à fin décembre) avec inscription au Budget de l'Etat pour l'année 2013<sup>3</sup> ;
- Respect des différentes catégories de dépenses, conformément au plan de restructuration.

### **A/. Composante 1 : Renforcement institutionnel de l'ANPN**

10. Les capacités de l'ANPN ont été largement renforcées au cours des dernières années. Le Secrétariat Exécutif dispose maintenant de Directions (Technique et Administrative) structurées, compétentes et efficaces. Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, la mission note avec satisfaction l'implication forte de ces Directions qui sont au cœur de l'exécution des activités. Elle se réjouit que le projet ait contribué à renforcer leurs capacités et à les doter d'outils structurants. L'objectif visant au renforcement institutionnel de l'ANPN assigné au Projet est donc considéré comme rempli.

11. Par ailleurs, et dans la perspective d'une durabilité des acquis du projet au-delà de la clôture, la mission a considéré comme un signal très positif la confirmation de la part de l'ANPN d'inscrire au

---

<sup>2</sup> Le projet était noté « insatisfaisant » pendant les 9 mois qui ont précédé la mission de revue à mi-parcours.

<sup>3</sup> Toutefois, du fait des retards souvent constatés dans la mise à disposition des ressources nationales, il a été convenu qu'une provision serait constituée sur les ressources du Projet pour couvrir au maximum la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2013 (afin de limiter tout risque de rupture dans le paiement de ces dépenses)

Budget de l'Etat (Budget 2013) les dépenses liées aux salaires des experts individuels recrutés dans le cadre du Projet et les coûts opérationnels au niveau des trois Parcs Nationaux cibles. Toutefois, étant considérés les retards de mise à disposition des ressources propres et en vue de limiter les risques de ruptures de paiement, une provision sera constituée sur ressources du projet pour couvrir l'équivalent des dépenses sur la période 1<sup>er</sup> janvier-31 mars 2013.

(i) **Renforcement des capacités du SE-ANPN**

12. **Recrutement des experts (Siège & Parcs) :** L'ensemble des experts en appui à la Direction Technique (DT) et la Direction Administrative et Financière (DAF) de l'ANPN ont été recrutés et sont déjà opérationnels<sup>4</sup>. Des comptables ont également été recrutés au niveau des 3 Parcs Nationaux cibles.

13. Les contrats de tous ces experts ont été signés avant la finalisation du processus de restructuration qui a entériné l'extension de la date de clôture au 30 juin 2013 : de ce fait, tous les contrats expirent au 30 juin 2012. Il a été donc convenu au cours de la mission les points suivants :

- Les contrats des experts ayant donné satisfaction seront renouvelés à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ; pour les autres les contrats arriveront automatiquement à échéances au 30 juin et l'ANPN doit lancer dès maintenant le recrutement d'autres experts à ces postes qui sont jugés clés.
- La prise en charge de ces experts par les ressources du Projet GEF couvrira la période du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 31 décembre 2012. Ils seront inscrits au Budget de l'Etat 2013. Toutefois, comme indiqué ci-dessus, une provision sera constituée sur ressources du projet pour couvrir l'équivalent des dépenses sur la période 1<sup>er</sup> janvier-31 mars 2013.
- Le transfert comptable devrait s'opérer de la même façon que ce qui a été fait pour les éco-gardes (recrutés en décembre 2008 par le Projet, et transférés sur les ressources propres ANPN au 1<sup>er</sup> janvier 2012).
- Pour permettre une certaine continuité, l'ANPN a demandé à ce que les nouveaux contrats avec les différents experts puissent avoir une durée qui va au-delà du 31 décembre 2012 étant entendu que les besoins de l'ANPN pour ces expertises vont au-delà de cette date. C'est ce schéma qui avait été utilisé pour les éco-gardes en appui aux trois parcs nationaux cibles. La Banque mondiale va étudier cette option auprès des experts compétents et transmettra à l'ANPN une position sur ce point dans les meilleurs délais.
- Le contrat du Spécialiste en Gestion de projet expire quant à lui au 30 Septembre 2012. Le SE-ANPN devra communiquer à la Banque dans les meilleurs délais les modalités quant au renouvellement éventuel de ce contrat (durée, nombre de jours).

14. **Equipements :** Un bilan a été fait sur les équipements acquis dans le cadre du Projet, avec une attention particulière sur le matériel roulant. Tous les véhicules ont été localisés (Parcs et Sièges) : de cette revue, il est ressorti que deux véhicules de type Rav-4 sont toujours en possession de personnes qui

---

<sup>4</sup> Au niveau de la DT : (i) Consultant spécialiste en système d'information géographique (février 2011), (ii) Consultant spécialiste en évaluation des impacts environnementaux (mars 2011), et (iii) Consultant spécialiste en sociologie-anthropologie (mars 2011). Au niveau de la DAF, ont été recrutés : (i) Consultant en appui à la passation des marchés (février 2011), (ii) Consultant juriste spécialiste en droit du travail (février 2011) et (iii) Consultant en appui comptable au projet (février 2011). Pour ce qui concerne l'expert juridique, l'ANPN a indiqué qu'elle mobilise l'expertise juridique disponible au niveau de la Présidence et ne souhaite plus recruter l'expert juridique initialement prévu.

étaient initialement impliquées dans la mise en œuvre du Projet mais qui ne le sont plus depuis la restructuration qui a affecté le montage institutionnel. Il a donc été demandé que l'ANPN puisse s'assurer que tout équipement acquis dans le cadre du Projet soit utilisé uniquement dans le cadre des activités du Projet. Une situation sur ces deux véhicules sera communiquée par l'ANPN à la Banque mondiale d'ici la fin du mois de juin.

15. La mission a pu noter que les marchés pour l'acquisition des équipements suivants sont en cours, notamment :

- *Pirogues* (3) : réceptionnées
- *Quads* (3) : marché signé mi-mai et livraison à 210 jours.

16. Selon le plan de passation de marchés, les équipements suivants sont toujours inscrits comme devant être acquis. Au cours de la mission, les décisions suivantes ont été prises :

- *Mobilier/Équipement pour les brigades rénovées* : il a été conjointement retenu que priorité devait être faite à la fourniture en mobilier et équipements pour les brigades rénovées. Ces investissements doivent assurer que les brigades rénovées seront entièrement opérationnelles et utilisées par les agents.
- *Antennes V-Sat pour les Parcs* : des propositions ont été reçues par l'ANPN. Toutefois le dépouillement n'a pu aboutir de façon satisfaisante étant données les propositions financières trop élevées. Il a donc été convenu que, du fait des nécessaires arbitrages liés aux contraintes budgétaires, l'acquisition de ces antennes n'était pas prioritaire et ne serait donc pas retenue dans le budget révisé.

17. L'utilisation du bateau Boston acquis dans le cadre du projet a également été discutée : la mission s'inquiète que la question du pilote n'est toujours pas résolue. Cette question a été discutée avec l'ANPN depuis près de 2 ans au moment de la mission à mi-parcours lorsque que la décision d'inclure l'acquisition de ce bateau a été prise. L'ANPN avait assuré qu'un ou plusieurs pilotes seraient identifiés, formés pour éviter la situation d'avoir un bateau performant qui ne peut sortir en mer. La mission a encore une fois insisté sur l'importance de trouver une solution rapide à ce problème (cf. accord avec la Marine Nationale, appui par WCS ...).

18. **Formation** : Un plan de formation a été élaboré dans le cadre de la restructuration du Projet. L'ANPN a transmis un état des lieux du niveau de mise en œuvre de ce plan de formation : à ce jour, 43 agents ont bénéficié d'une formation ; les domaines couverts sont variés : de la gestion de projet à la maintenance de site web. Des propositions ont été formulées pour les formations à venir tant pour les agents du SE-Exécutif de l'ANPN que pour les agents au niveau des Parcs nationaux (Conservateurs, éco-gardes). Toutefois, le budget associé dépasse nettement les disponibilités restantes au niveau de cette catégorie (cf Catégorie 3 pour les Composantes 1-3). De plus, au cours des discussions, l'ANPN a mentionné son intention de programmer une formation para-militaire pour les Conservateurs et éco-gardes. Il a été proposé que l'ANPN révisé le plan de formation en prenant en compte les différentes contraintes et le soumette à nouveau à la Banque mondiale pour avis de non objection.

19. La mission encourage l'ANPN à (i) revoir la liste des formations proposées et (ii) intégrer en partie les formations destinées aux agents des Parcs nationaux au niveau des contrats avec les ONGs internationales (voir ci-dessous).

(ii) *Système de gestion financière*

20. Le logiciel TOMPRO, installé et opérationnel au niveau de l'ANPN, couvre l'ensemble des composantes du Projet : il permet un suivi financier et comptable du projet et l'établissement des rapports trimestriels de suivi financier (RSF – Rapport de Suivi Financier). Contrairement à ce qui était prévu, la DAF de l'ANPN a indiqué qu'elle ne souhaitait pas étendre l'utilisation du logiciel TOMPRO à toutes les ressources gérées par l'ANPN (projets et ressources propres) : la DAF dispose effectivement d'un autre logiciel (SAGE) qui couvre les ressources nationales et donne satisfaction. Toutefois, la DAF a indiqué que le logiciel TOMPRO serait utilisé dans le cadre d'autres projets (cf. « Arc d'Emeraude » en cours d'instruction).

21. Dans le cadre du contrat du fournisseur du logiciel TOMPRO, il était prévu la délivrance de formation auprès des agents de l'ANPN. La DAF a indiqué que les formations qui n'avaient pas été délivrées juste après la livraison du logiciel n'étaient plus nécessaires : dans ce sens, la DAF va demander une rupture de contrat avec le fournisseur et annuler les engagements restants (à hauteur d'environ 9 millions FCFA).

### ***(iii) Système de gestion des Ressources Humaines***

22. Le système de gestion des Ressources Humaines est maintenant opérationnel et efficace au niveau de la DAF. Des avancées très importantes ont été enregistrées au cours des derniers mois, notamment :

- statut du personnel de l'ANPN adopté ;
- contrats de travail pour tous les agents conformes à la loi 3/94 ;
- grille salariale de l'ANPN adoptée ;
- gestion informatisée de la paie avec SAGE-paie ;
- prise en charge des éco-gardes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ;
- paiement des arriérés au niveau de la CNSS
- règlement Intérieur de l'ANPN validé par le Ministère du travail ; les règlements intérieurs au niveau des Parcs Nationaux est en cours de préparation (dans le cadre de la préparation des Plans de gestion des PN – voir ci-dessous).

### ***(iv) Système de Suivi-Evaluation***

23. Le consultant international recruté pour la mise en place du système de suivi-évaluation a préparé des spécifications détaillées pour le logiciel qui devrait être acquis par l'ANPN. La mission s'est inquiétée que, bien que ces spécifications soient disponibles depuis plusieurs mois, le processus d'acquisition de ce logiciel n'a toujours pas été lancé. De plus, il a été conjointement retenu qu'un appel d'offre était la démarche à poursuivre, plutôt qu'une entente directe avec un fournisseur, comme initialement suggéré par l'ANPN. L'acquisition de ce logiciel est essentielle pour permettre l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation de l'ANPN constitue un des indicateurs-clés de performance du projet : il est essentiel que la cellule en charge de la passation de marchés et le responsable S&E veillent à ce que le marché soit lancé sans délai.

24. La mission a été informée que la cellule de suivi-évaluation été créée formellement au sein de l'ANPN, avec la désignation, par le Secrétaire Exécutif, du principal responsable de cette unité (l'expert travaille au sein de l'ANPN sur les questions de S&E depuis près d'un an).

### ***(v) Mécanisme de financement durable – Création d'une fondation***

25. Le Comité Technique Paritaire (CTP) de l'accord de conversion de la dette française a donné un avis technique favorable pour l'appui à la fondation pour les Parcs nationaux et réserves biologiques du Gabon à travers (i) une première capitalisation de la fondation et (ii) un appui au fonctionnement de sa

direction exécutive (montant total initial de 10 million Euros). L'approbation définitive par le Comité d'Orientation Stratégique (COS) est conditionnée par plusieurs éléments<sup>5</sup> dont la réalisation d'une analyse juridique et fiscale pour déterminer précisément le montage optimal pour la création de la fondation ainsi que ces principes de fonctionnement (manuel de procédures).

26. L'analyse juridique et fiscale doit être financée par le Projet PARC. Les termes de références préparés par le Groupe de travail mis en place pour l'appui à la création de la fondation ont été transmis à la Banque qui en a fait revue et a donné son avis de non objection (sous condition de prendre en compte quelques commentaires). En parallèle, l'ANPN souhaite également mobilisé l'appui d'un expert pour la facilitation du processus et l'appui au groupe de travail : des termes de références ont également été transmis et ont reçus un avis de non objection.

27. Le SE-ANPN a rappelé que la création effective de cette fondation est une priorité. Ainsi il est prévu de lancer l'analyse juridique et fiscale au cours du mois de juillet (étant donné les délais de sélection pour un tel marchés). Sur la base des résultats de ces travaux, le Groupe de travail pourra réviser la proposition à soumettre au COS au cours du dernier trimestre 2012.

#### (vi) *Stratégie de Communication*

28. La Direction de la communication de l'ANPN a fait l'acquisition du matériel nécessaire à son opérationnalisation : elle dispose maintenant d'une cellule audio-visuelle et de responsables en charge de (i) la sensibilisation / événements et presse international, (ii) la communication interne, (iii) la coordination de la communication des parcs et (iv) les éditions et productions.

29. L'ANPN dispose depuis 2011 d'un site internet fonctionnel (<http://www.parcsgabon.org/>) compatible avec la plateforme gouvernementale dont la visite virtuelle des parcs nationaux du Gabon (<http://www.gabon-nature.com/>). Certaines possibilités du site internet doivent encore être utilisées par le personnel de l'Agence (publication des AMI et "l'accès pro" pour les échanges entre conservateurs et le partage de documents).

30. L'ANPN a recruté puis travaillé en étroite collaboration avec le cabinet Divine Conseil pour l'élaboration de sa stratégie de communication, la prestation est en cours de finalisation et a permis à l'ANPN de disposer :

- d'un document décrivant précisément la stratégie de communication interne et externe de l'ANPN ;
- d'une charte graphique composée du guide de construction du logotype, des couleurs de l'ANPN, de la typographie, de l'iconographie, des différents modèles de papèterie (carte de visite, entête de lettre, carte de compliment, enveloppe, porte document), articles promotionnels (présentoirs/support d'expositions, stylo) et des supports électroniques (*powerpoint*, signature email) ;
- d'une charte des valeurs de l'ANPN ;
- des éléments pour l'élaboration d'un livret d'accueil ;
- d'un système d'archivage de la documentation de l'ANPN ;
- du rapport annuel 2011 de l'ANPN et de l'ensemble des outils et modèles pour l'élaboration de rapports annuels.

#### **B/. Composante 2 : Clarification du statut des anciennes réserves & Identification des nouvelles aires protégées.**

---

<sup>5</sup> Les autres éléments portent sur la finalisation des statuts de la fondation, la nomination des administrateurs et la tenue de l'assemblée générale constitutive.

(i) **Inventaires biologiques & revues socio-économiques**

31. **Massif du Mayombe et Wonga-Wongué-Evaro** : Le WCS, dans le cadre de son contrat avec l'ANPN a réalisé une série d'inventaires biologiques et d'études socio-économiques :

	<b>Mayombe</b>	<b>Wonga-Wongué- Evaro</b>
<b>Etudes socioéconomiques</b>	La compilation des études réalisées dans la zone a été finalisée et une équipe est actuellement sur le terrain pour compléter ces données	Une étude complète sur les lacs du sud de Lambaréné est disponible (25 villages et 30 campements)
<b>Inventaires botaniques</b>	Les missions de terrain ont-été réalisés, des échantillons sont en cours de détermination, certaines zones du Mayombe correspondant à des écosystèmes particuliers contenant potentiellement des espèces endémiques	Une campagne d'inventaires botanique des habitats marécageux a été réalisée et va être complétée par une campagne d'inventaire des forêts de terre ferme en juin
<b>Inventaires Grands mammifères</b>	Une campagne de transect a été réalisée et le WCS prévoit une campagne de photo-pièges	Une campagne de recensement a été réalisée et un comptage par avion est prévu en juillet
<b>Inventaires ornithologiques</b>	Seront réalisés en fonction de la disponibilité des ornithologues	Un rapport d'une mission d'identification ornithologique est disponible

32. Le WCS va capitaliser ces données pour le Massif du Mayombe à travers l'organisation en juillet 2012 d'un atelier avec l'entreprise SFM détenant un bail emphytéotique sur la zone pour définir la zone la plus intéressante à protéger dans la concession (à travers la compilation des données récoltées et l'utilisation du logiciel *Marxalan*). Les données récoltées dans le cadre des inventaires biologiques et socio-économiques dans la zone de Wonga-Wongué et Evaro constituent une base pour l'élaboration des documents de gestion des Zones Humides d'Importance Internationale – site Ramsar du Bas-Ogooué et de Wonga-Wongué.

33. **Forêt classée de la Mondah** : Une partie de la forêt classée de la Mondah a été classée en Arboretum « Raponda Walker » géré par l'ANPN. Des activités de délimitation, d'installation de signalétiques, de sensibilisation des populations locales et de sécurisation de l'aire protégée ont été menées en vue de préparer la mise en œuvre d'une série de projets de conservation et de valorisation dans l'arboretum et sa périphérie (jardin botanique, centre de découverte de la forêt tropicale...).

(i) **Rezonage du Complexe de Gamba**

34. La mission a noté avec satisfaction des avancées significatives sur ce dossier, En effet, l'ANPN lui a remis une carte indiquant les nouvelles délimitations des Parcs nationaux de Loango et de Moukalaba-Doudou. Cette carte est le résultat d'une consultation intense avec les services des Eaux et Forêts et prend en compte les résultats des études socio-économiques menées par les ONGs et revues par l'anthropologue recrutée par le Projet (cf. terroir villageois). L'ANPN a également intégré les données disponibles sur les potentiels miniers (cf. zone Dighoudou/Igotchi). Les nouvelles délimitations semblent indiquer une augmentation globale de la surface proposée pour le statut de Parc National.

35. Des consultations ont été lancées avec les Administrations partenaires : Hydrocarbures, Mines, Intérieur, Agriculture : une première réunion conjointe a eu lieu le mercredi 23 mai et des réunions bilatérales restreintes avec chaque Administration vont être organisées d'ici la fin de la première semaine de juin ; le 7 juin est programmée une seconde réunion conjointe avec toutes les Administrations pour validation des nouvelles limites.

36. Une fois validée par toutes les Administrations, une réunion sera organisée à Gamba (au cours de la troisième semaine de juin) pour présenter ces nouvelles délimitations à toutes les parties prenantes au niveau local. Il est essentiel que les CCGL puissent être mis en place et opérationnels pour cette présentation au niveau de Gamba.

37. Au-delà de la validation du nouveau plan de zonage de Gamba par toutes les parties prenantes, il a été confirmé l'importance de formaliser les nouvelles limites par des textes juridiques : texte de classement/déclassement<sup>6</sup>. Le SE-ANPN a confirmé qu'un appui juridique serait mobilisé au niveau de la Présidence pour l'établissement de tous ces textes juridiques.

**(ii) Base de données « Biodiversité »**

38. Des travaux de compilation de différentes données sur la biodiversité au Gabon ont été réalisés par le WCS, géo référencées et préparées en cartes de distribution pour leur intégration dans la base de données de l'Atlas forestier du Gabon :

- Les données sur les grands mammifères (éléphants et grands singes) ;
- Les données sur 50 espèces de petits mammifères ;
- Les données de 44 plantes endémiques.

39. La mise à disposition des données au ministère des Eaux et Forêt est prévue en juin.

**Composante 3 : Appui aux Parcs Nationaux (Loango, Moukalaba-Doudou et Mayumba)**

**(i) Réhabilitation/Construction des Infrastructures**

40. Les travaux de réhabilitation des brigades d'Iguela et Sette Cama ont été finalisés. Ces brigades doivent maintenant être équipées (eau, électricité et mobilier) pour assurer leur entière opérationnalité. Les dossiers d'appel d'offre pour l'acquisition du mobilier ont été lancés et devraient être dépouillés dans les prochains jours.

41. Des difficultés ont été rencontrées dans le cadre de la réhabilitation de la brigade de Mourindi. Les prestations du premier artisan ont été jugées insatisfaisantes et ont amené l'ANPN à rompre le contrat. A la rupture du contrat avec le premier artisan, les négociations ont été lancées avec l'artisan qui avait été classé second au moment de l'appel d'offre. Cette proposition a été acceptée par l'ANPN et les travaux devraient se poursuivre sans plus attendre. Une analyse approfondie de la situation est en cours par les responsables en gestion financière et l'ANPN.

**(ii) Appui à la Gestion des Parcs**

42. Partenariat stratégique avec les ONGs : En début de mission, des représentants de chacune des ONGs impliquées dans le Projet PARCS (à l'exception de l'ONG Ibonga) ont fait une présentation des activités mises en œuvre dans le cadre de leur contrat avec l'ANPN (voir Annexe 2). Cette rencontre a également été l'opportunité d'échanger avec elles pour identifier les activités qui devraient être poursuivies au-delà du 30 juin 2012, date de fin de leur contrat. Ainsi, il a été possible de distinguer (i) les activités qui n'ont pu être mises en œuvre pendant la période du premier contrat et pour lesquelles une prolongation est nécessaire (sans addition de budget) et (ii) les nouvelles activités (ou continuité des activités déjà menées) pour lesquelles des fonds supplémentaires devront être alloués.

---

<sup>6</sup> Notamment les décrets de modification des limites des parcs nationaux de (i) Loango et (ii) de Moukalaba-Doudou, décrets de déclassement des domaines de chasse (iii) d'Iguela, Ngové-Ndongo, (iv) de Moukalaba, (v) de Sette-Cama, des réserves de faune de (vi) Petit Loango, (vii) Moukalaba-Dougoua et (viii) de l'aire d'exploitation rationnelle de faune des monts Doudou.



Contrats	
<b>Composante 2</b>	
Wildlife Conservation Society	Inventaires Biologiques & Revue socio-économiques Elaboration d'une base de données "Biodiversité"
<b>Composante 3</b>	
World Wild Fund for nature	Appui à la gestion du PN Loango Sud
Wildlife Conservation Society (Nord)	Appui à la gestion du PN Loango Nord
Ibonga	Appui - PN Loango (centre d'accueil, sensibilisation, CCGL, ...)
<b>Composante 3</b>	
World Wild Fund for nature	Appui à la gestion du PN Moukalaba-Doudou
PROGRAM	Appui - PN Moukalaba-Doudou (circuit touristique, CCGL...)
<b>Composante 3</b>	
Wildlife Conservation Society	Appui à la gestion du PN Mayumba
Aventure sans Frontières (ASF)	Appui - PN Mayumba (CCGL, tortues...)
<b>Composante 4</b>	
World Wild Fund for nature	Appui aux Brigades mobiles

43. Les propositions faites par les ONGs dépassent les disponibilités en ressources d'ici la fin du projet. Les négociations doivent être lancées le plus rapidement possible entre l'ANPN et les différentes ONGs afin de maintenir une continuité dans les activités : les TdR qui sous-tendent l'avenant aux contrats seront soumis au plus tard le 8 juin à la Banque mondiale pour avis de non objection ; les avenants seront ensuite préparés et soumis également à l'avis de non objection avant signature par les deux parties : le processus devra être finalisé avant le 30 juin.

44. Le contrat avec Ibonga n'a pas donné satisfaction du fait de problème interne à l'ONG qui l'a empêché de délivrer conformément aux dispositions contractuelles. L'association a animé les activités de sensibilisation et d'information au cours de la Journée mondiale de l'Environnement en juin dernier, ainsi qu'auprès des écoles. En revanche, aucune activité n'a été menée pour la réhabilitation du centre d'accueil et la promotion du tourisme au niveau du parc de Loango. Suite à des discussions avec le Président du Conseil d'Administration de l'ONG, l'ANPN a à Ibonga de poursuivre les activités de sensibilisation (notamment au moment de la Journée mondiale de l'Environnement du mois de juin), et ce, sans décaissement additionnel. En parallèle, les activités de promotion touristique au niveau de Sette Cama seront discutées dans le cadre de la négociation du nouveau contrat avec l'ONG Program.

45. Activités de surveillance : Les activités de surveillance au niveau des Parcs se sont intensifiées dans les PN-cibles GEF. Les difficultés liées au transfert de ressources au niveau des Parcs ont maintenant été résolues et ils se font de manière régulière (eq. 4-5 millions par mois et par parc). Ce système, mis en place dans le cadre du Projet GEF, a été généralisé à l'ensemble des parcs du réseau.

46. Plans de gestion : L'ANPN a mis en place une cellule de planification en vue de la préparation des plans de gestion, en commençant par 5 parcs prioritaires : Pongara, Lopé, Loango, Moukalaba-Doudou et Mayumba (avant généralisation à l'ensemble du réseau). Cette cellule a défini un processus participatif de préparation des plans de gestion et a mis en place un modèle type de plan de gestion pour les 5 Parcs Nationaux comprenant un document de base synthétique d'une vingtaine de pages et des annexes. La démarche se décline comme suit, pour chaque PN :

- 1<sup>ière</sup> étape : définir les objectifs, avec matrice valeurs/menaces ;
- 2<sup>ième</sup> étape : rédaction des annexes techniques ainsi que le Plan de travail et Budget quinquennal (PTBQ) ;
- 3<sup>ième</sup> étape : rédaction du Plan de gestion (document de base synthétique d'une vingtaine de pages).

47. La cellule est actuellement en phase de rédaction des annexes techniques pour les 5 PNs cibles. Il est prévu que les Plans de gestion (sous forme draft) seront finalisés en Août 2012. La mission a noté avec satisfaction que ce travail a donné lieu à de bonne collaboration entre l'équipe en charge de préparer les plans de gestion et les expertises disponibles au sein de l'ANPN notamment les experts GIS, S&E, et l'anthropologue.

48. Etudes socio-économiques et délimitation définitive des Parcs Nationaux : L'anthropologue recrutée par l'ANPN appuie la mise en place des Comités Consultatifs de Gestion Locale (CCGL) au niveau des PNs (notamment la plateforme villageoise). Elle travaille en étroite collaboration avec les ONGs locales actives dans/autour des PNs. A ce jour, le CCGL est formellement constitué au niveau de Mayumba et il est prévu que ceux de Loango et Moukalaba-Doudou seront créés d'ici Août 2012. Au cours des discussions, il a été noté l'importance de s'assurer que les droits d'usage (au-delà des terroirs villageois) puissent être consignés dans le règlement intérieur qui sera établi pour chaque parc (cf. annexe au Plan de gestion).

49. Pour ce qui concerne le PN de Mayumba (PNM), il a également été rappelé que le plan de coopération/communication entre l'entreprise, les autorités de gestion du PNM et les autorités locales représentantes des communautés, adopté en 2010 (cf. décaissement du projet pour la sous-composante Mayumba) sera discuté, amendé et entériné dans le cadre du CCGL-Mayumba. De plus la mission a noté avec satisfaction que le Gouvernement a organisé en mars dernier un exercice de simulation de déversement accidentel d'hydrocarbures et autres substances nuisibles au niveau de Libreville et de Port-Gentil : les résultats de cet exercice serviront à la mise à jour du Plan d'Urgence National.

50. Efficacité de gestion PAMETT. Conformément au plan de restructuration, une campagne PAMETT au niveau des trois Parcs cibles du Projet a été déployée en décembre 2011 pour évaluer les performances de gestion de ces Parcs. Les résultats sont consignés ci-dessous :

	Ligne de base 2010 (MTR)	Décembre 2011	Objectif – fin projet Juin 2013
<i>Loango</i>	57%	60,67%	65%
<i>Moukalaba-Doudou</i>	58%	61,63%	65%
<i>Mayumba</i>	50%	60,47%	65%

#### **Composante 4 : Lutte contre les activités illégales en périphérie des PNs.**

##### ***(i) Brigades Mobiles***

51. Les trois Brigades mobiles (Tchibanga, Iboundji et Léconi) sont maintenant opérationnelles (équipées, formées et dotées des ressources financières disponibles). Sur l'année 2011, les efforts de surveillance des trois parcs sont indiqués dans le tableau ci-dessous. De façon globale, cela constitue un effort de près de 4000 Hommes-Jours au niveau des 3 brigades, soit un effort moyen mensuel de 325HJ.

Brigades	# Hommes-Jours (surveillance) en 2011
<i>Tchibanga</i>	2865
<i>Iboundji</i>	581
<i>Léconi</i>	530

52. Il a été convenu comme une priorité de maintenir les financements des coûts opérationnels de fonctionnement des trois brigades jusqu'à la fin du projet (à la différence des PN pour lesquels une prise en charge sur ressources propres de l'ANPN sera effectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013). Dans la

perspective de la clôture du projet, il est toutefois essentiel de réfléchir à une sécurisation des acquis et dans ce sens, il est important que la DGFAP soit beaucoup plus largement mobilisée dans la supervision de cette sous-composante. Une réflexion sur le montage institutionnel pour les brigades a été initiée et doit être poursuivie (cf. Protocole d'Accord ANPN-MINEF amendé) : l'ANPN et le MINEF doivent parvenir à une définition commune des modalités de gestion conjointe au niveau des zones tampons et périphériques et s'assurer qu'elles sont connues et appliquées par les différents services de terrain concernés.

#### **(ii) Audits environnementaux**

53. Un expert EIE a été recruté au niveau de l'ANPN en Août dernier. Toutefois, il ressort que la performance de cette sous-composante est jugée insuffisante en dépit de l'existence du comité multisectoriel<sup>7</sup> mis en place : peu de missions ont été organisées, et ont abouti à des résultats mitigés (rapports ne pouvant tenir lieu d'audit). De plus, la mission a constaté que la DGE, qui devrait être le leader dans cette sous-composante n'est pas véritablement impliquée. Une réunion regroupant des représentants de l'ANPN, la DGE et la Banque mondiale a permis de confirmer les principes suivants :

- la DGE a la responsabilité première de la réalisation de cette sous-composante (elle seule a compétence à conduire des audits environnementaux) ;
- l'expert EIE facilite l'organisation des missions ;
- l'ANPN met à disposition les besoins logistiques et financiers pour la conduite des missions.

Pour ce faire, la DGE va désigner un point focal qui sera en charge de mettre en œuvre cette sous-composante en étroite collaboration avec l'ANPN. Le nom du point focal devrait être communiqué par la DGE au début du mois de Juin.

54. De plus, il a été rappelé que la sous-composante consiste à réaliser 5 audits environnementaux sur des activités extractives en zone tampon et périphériques des parcs nationaux. Du fait de la faible quantité d'audits visés, il est important de privilégier la qualité de ces audits. De plus il serait souhaitable que les audits visent des activités extractives différentes (forestières, minières, pétrolières).

## **IV. GESTION FIDUCIAIRE DU PROJET**

### **A/. Gestion financière**

55. Une mission composée de Mr Patrick Bongotha, Analyste en Gestion Financière a visité l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) du 22 au 23 mai 2012 en vue d'effectuer une revue de la gestion financière du projet avec pour objectifs principaux (i) d'apprécier la qualité de la gestion financière ainsi que l'état actuel des risques de gestion financière et (ii) faire un suivi des difficultés issues des précédents rapports et l'état d'application des précédentes recommandations. La mission a eu des entretiens avec Mr Aliou Barry, chef de la cellule projet, Mr Diouf, Directeur Administratif et financier de l'ANPN et Mr Maroga, responsable de la passation de Marchés. Un rapport exhaustif de la revue de gestion financière est présenté en Annexe 3.

Sur le plan budgétaire. Il ressort que les catégories de dépenses sont respectées ; le budget est en cours de révision, notamment pour refléter les discussions sur le renouvellement des contrats avec les ONGs et les experts. Le taux d'exécution budgétaire est à plus de 50%.

Sur le plan comptable. Au niveau de l'ANPN la comptabilité est assurée par le DAF, une chef comptable, un contrôleur financier, trois comptables (au niveau de chacun des parcs cibles). Il y a

---

<sup>7</sup> Comité constitué de : ANPN (1), DGE (3), DGF (1), DGFAP (1) et WWF (1), cf doc....

également trois comptables terrains affectes aux parcs. La mise en réseau du système comptable est en cours.

Le déploiement de TOMPRO sur toutes les activités de l'ANPN n'a pas été jugé pertinent par le projet qui lui a préféré Sage, déjà utilisé pour la paye. Ainsi à un an de la clôture du projet les besoins en formation sur TOMPRO doivent être reconsidérés à la baisse, au profit des seules personnes susceptibles de l'utiliser. Il conviendra toutefois d'exploiter TOMPRO à l'avenir pour d'autres projets.

Il faut également noter que l'assistance comptable apportée par le cabinet Baker Tilly s'est interrompue, la contribution dudit cabinet étant jugé inutile du fait d'une équipe comptable au niveau de la DAF suffisamment dotée en personnel compétent. Il a été proposé que le Cabinet soit plutôt mobilisé pour la révision du Manuel de Procédures, qui doit toujours être mis à jours.

Contrôle interne. Les commentaires faits lors de notre dernière mission en Novembre 2011 sont toujours d'actualité. Ils s'articulent autour de la non finalisation du manuel de procédures. En attendant, il a été demandé au DAF de mettre à jour les procédures financières sur la base de l'ancien manuel d'exécution sur les points suivants :

- Chaîne de la dépense (engagement, exécution, paiement...)
- Responsabilités en termes de signature
- Termes de références de chaque personne de la direction financière
- Procédures budgétaires
- Procédures de tenue des caisses PARCS
- Flux des fonds vers les PARCS (appels de fonds, mise à disposition, sécurisation et contrôle des fonds)
- Rôle du cabinet comptable (si jugé nécessaire).

A ceci on pourrait ajouter le contrôleur financier qui en principe joue un rôle dans le contrôle a priori de la dépense.

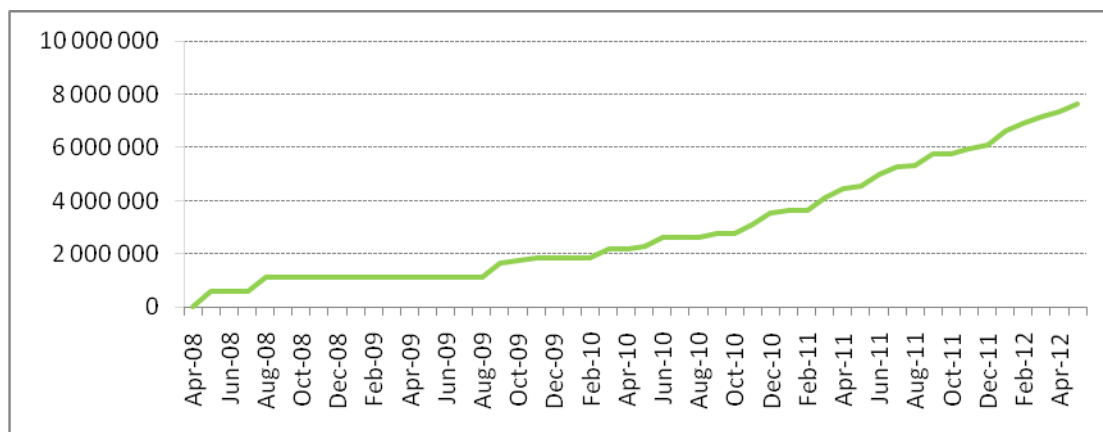
Audit externe. Le dernier rapport d'audit a donné une certification avec réserve ainsi que de nombreuses recommandations en matière de contrôle interne dont la plus importante, non encore résolue est la mise en place d'un manuel de procédures. Le processus de recrutement de l'auditeur est en cours pour les deux prochains exercices.

Reporting financier. Les Rapports de Suivi Financiers (RSFs) sont à jour et de qualité globalement acceptable bien que certains écarts apparaissent au niveau de l'analyse des variances entre les prévisions et les réalisations. Il convient de noter que les grandes masses du budget sont en équilibre. Le projet s'est engagé, dans le cadre de la révision budgétaire en cours, d'améliorer la présentation.

56. Ainsi il ressort de la revue que : on observe des progrès en matière de décaissements et de *reporting* ; en revanche, le contrôle interne n'est pas satisfaisant, faute d'un manuel de procédures adapté. Ainsi la performance en Gestion Financière reste donc modérément satisfaisante. Le niveau de risque est maintenant évalué à modéré (il était considéré substantiel lors de la précédente mission).

## **B/. Décaissement**

57. Au moment de la mission, le niveau de décaissement est de 76.4%, ce qui confirme le rythme de décaissement qui s'est consolidé depuis environ 18 mois. Les transferts auprès des parcs nationaux et des brigades sont maintenant mensualisés. Un pic de décaissement est attendu fin juin/début juillet à la clôture de tous les contrats avec les ONGs.



Description	Catégories	Alloué	Décaissé	Relicat	% décaissement
Génie Civil	1-A	740 000	493 649	246 351	67%
	1-B	-	-	-	-
Equipements	2-A	966 467	734 287	232 180	76%
	2-B	262 071	260 298	1 773	99%
Etudes et Services de consultants	3-A	3 990 608	2 665 849	1 324 759	67%
	3-B	1 293 889	913 745	380 144	71%
Formation & Consultations publiques	4-A	243 361	81 588	161 773	34%
	4-B	50 000	-	50 000	0%
Coûts opérationnels	5-A	1 740 564	1 609 521	131 043	92%
	5-B	713 040	342 637	370 403	48%
Comptes désignés	DA-A	-	410 073	-410 072,67	
	DA-B	-	130 490	-130 489,84	
TOTAL		10 000 000	7 642 136	2 357 864	76%

### C. Passation de marchés

58. En mars 2012, M. Charles Donang Ningayo, Spécialiste Principal en Passation des Marchés au Bureau de la Banque mondiale à N'Djamena, en mission à Libreville dans le cadre de la Supervision du Fonds Subsidiaire de la CEEAC, a profité de son séjour pour conduire une Revue a posteriori des Marchés et Contrats exécutés par le Projet PARCS. Cette Revue a été réalisée grâce à la collaboration du Responsable en Passation des marchés du Projet. Les principaux objectifs de cette Revue étaient les suivants: (i) s'assurer que les activités inscrites dans le plan de passation des marchés approuvé par la Banque ont été correctement mises en œuvre et procéder à la Revue des marchés et contrats et non soumis à la Revue Préalable de la Banque et (ii) apprécier l'état de mise en œuvre des recommandations de la dernière Revue a Posteriori. Les principaux constats issus de la Revue sont résumés ci-après :

#### Plan de passation des marchés et Revue a Posteriori des marchés et contrats

59. La mission a constaté avec satisfaction que les activités inscrites dans le plan de passation des marchés approuvé par la Banque ont été mises en œuvre sans difficulté majeure. Par ailleurs, le Plan de Passation des Marchés a été régulièrement mis à jour avec l'approbation de la Banque. Il convient également de noter que tous les marchés et contrats soumis à la Revue figurent dans le Plan de Passation des Marchés.

60. S'agissant de la Revue à proprement parler, sur les 17 marchés et contrats qui nous ont été soumis, 5 ont été choisis sur une base aléatoire et ont fait l'objet d'une revue détaillée dont le rapport est en cours d'examen au niveau des services de la Banque. Cette Revue a été l'occasion de constater globalement la bonne maîtrise des procédures de passation des marchés. Cependant certains aspects de la procédure de passation des marchés restent à améliorer dont notamment le respect de la date de l'ouverture des offres, de l'achèvement des travaux et la publication des décisions d'attribution des marchés et contrats. L'ensemble des insuffisances constatées fera l'objet d'un plan d'actions qui sera transmis au Projet en même temps que le Rapport de la Revue, une fois validé en interne.

#### Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière Revue

61. La mission a noté que les recommandations issues de la dernière mission de Revue a Posteriori des marchés et contrats ont été mises en œuvre à l'exception de la publication des décisions d'attribution des marchés, du retard dans l'ouverture des offres et de l'achèvement des travaux. La mission a eu l'assurance que ces recommandations seront mises en œuvre sans tarder et avant la prochaine mission de Revue a Posteriori.

#### Performance du Projet

62. Sur la base des informations collectées et des conclusions de la Revue, la mission estime que le Projet a fait de progrès remarquables en termes de respect de procédures de passation des marchés. Les dossiers de consultation des fournisseurs ainsi que les rapports d'évaluation sont de qualités acceptables. Le système de classement et d'archivage a également connu des progrès et permet d'avoir la traçabilité de toutes les informations en temps réel. De tout ce qui précède, la performance du Projet sur le plan de passation des marchés est jugée modérément satisfaisante.

### **V. APPLICATION DES POLITIQUES DE SAUVEGARDES**

63. Une anthropologue a été recrutée en Juillet dernier par l'ANPN et l'assiste dans l'application et le respect des politiques de sauvegarde dans le cadre du Projet PARCS. Elle a consolidé toute la littérature socio-économique existant sur les trois parcs et a établi un recensement des populations au niveau de ces parcs. Elle accompagne également la création des CCGL et ce, en étroite collaboration avec les Conservateurs et les ONGs impliquées dans chaque parc. Son implication a été essentielle pour la consultation avec les populations vivant dans/autour des parcs cibles et dans le complexe de Gamba.

64. La mission a constaté que le plan d'action défini au cours de la mission de mi-parcours pour une application adéquate des politiques de sauvegardes de la Banque mondiale dans le cadre de ce projet, s'exécute de manière satisfaisante. Il a été indiqué le travail en cours sur l'appui à la mise en place de mécanisme de « recours » dans le cadre du processus REDD et de la documentation a été transmise à l'anthropologue qui a indiqué la pertinence de développer un tel mécanisme au niveau des Parcs nationaux.

### **VI. SUIVI-EVALUATION & CADRE DE RESULTAT**

65. L'Annexe 1 donne une version mise à jour du cadre de résultat. Le système de suivi-évaluation en cours de mise en place au niveau de l'ANPN s'est largement inspiré du système de S&E du Projet et intègre l'ensemble des indicateurs de performance du projet (en les étendant à l'ensemble du réseau des Parcs).

## **Liste des Annexes**

Annexe 1 : Cadre de Résultats – au 31 mai 2012

Annexe 2 : Etat des lieux de la mise en œuvre des activités par les ONGs partenaires.

Annexe 3 : Rapport de supervision de la gestion financière (préparé par M. Bongotha)

Annexe 1

**Cadre de résultats du projet  
Situation à Mai 2012**

	Ligne de base 2010	Résultats Dec. 2011	Résultats Mai 2012	Objectif Clôture Projet	Commentaires	
<b>Indicateur 1:</b> Nombre d'hectares ayant fait l'objet d'inventaires biologiques pour un classement en aire protégée. (ha)	0	247 600	900 000	900 000	Tous les inventaires planifiés (Massif de Mayombe, Wonga-Wongué-Evaro) ont été réalisés. Les données sont en cours d'analyse	
<b>Indicateur 2:</b> Augmentation de l'efficacité de gestion de trois parcs nationaux cibles (700 000 hectares), mesuré à travers l'outil PAMETT ( <i>Protected Area Management Tracking Tool</i> ). %	<i>Loango</i>	57%	60.67%	-	65%	L'évaluation PAMETT pour 2011 a été réalisée en décembre 2011. La prochaine évaluation est prévue juste avant la clôture du Projet.
	<i>Moukalaba-Doudou</i>	58%	61.63%	-	65%	
	<i>Mayumba</i>	50%	60.47%	-	65%	
<b>Indicateur 3<sup>8</sup>:</b> Augmentation de l'effort de surveillance dans les trois parcs nationaux cibles et les zones tampons ciblées (Nombre d'Homme-jours par mois, valeur moyenne annuelle).	300	-	566	700	Cf. tableau ci-dessous sur les résultats des efforts de surveillance. Le système de collecte des données reste insuffisant : le résultat indiqué porte sur l'effort de surveillance pour l'année 2011 mais repose sur des données partielles. L'effort de collecte et de <i>reporting</i> des données doit être intensifié et rendu plus efficace.	
<b>Indicateur 4<sup>9</sup>:</b> Nombre de membre des populations locales sensibilisés sur la biologie de la conservation dans les trois parcs nationaux cibles. ( <i>Bénéficiaires directes de projets de développement, Nombres de participants au processus consultatif de gestion des parcs nationaux, sensibilisation environnementale</i> )	∅	4 412	5 800	4 000	Cf Tableau ci-dessous présentant les résultats désagrégés.	

<sup>8</sup> Voir tableau ci-dessous sur les résultats des efforts de surveillance.

<sup>9</sup> Voir tableau sci-dessous pour résultats désagrégés en fonction des différents types de bénéficiaires du Projet



Composante 1						
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 1: Equipement du siège de l'ANPN.</i>		oui/non	oui/non	oui	oui	Tous les équipements prévus ont été aquis (pour le Siège et pour les Parcs Nationaux).
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 2: Mise en place des systèmes de gestion financière, de gestion des ressources humaines et de suivi-évaluation à l'ANPN</i>	Gestion financière	oui	oui	oui	oui	Le système de gestion financière est fonctionnel. Cf para. 20-21 de l'AM
	Ressources humaine	non	non	oui	oui	Le système de gestion des ressources humaine de l'ANPN est opérationnel. Cf para. 22 de l'AM
	Suivi-Evaluation	non	non	non	oui	La cellule de S&E est formellement établie et opérationnelle. Le système de S&E est en cours d'acquisition. Cf para. 23-24 de l'AM
Composante 2						
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 1: Nombre de site à haut potentiel en biodiversité couvert par des inventaires biologiques (Mayombe, Wonga-Wongue, foret classée de la Mondah)</i>		0	1	3	3	Les inventaires biologiques pour les trois sites à haut potentiel ont été réalisés (Mayombe, Wonga-Wongue – Evaro). La forêt de la Mondah a été classée en Arboretum « Raponda Walker ».
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 2: Une base de données sur la biodiversité est créée</i>		non	non	non	oui	La base de données a été créée et les données sont en cours d'intégration.
Composante 3						
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 1: Nombre de parcs nationaux avec un plan de gestion finalisé (Loango, Moukalaba-Doudou, Mayumba)</i>		0	0	2	3	Les plans de gestion pour les trois Parcs sont dans une version draft très avancées et doivent être finalisés pour Août 2012. Cf. para. 46-47 de l'AM.
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 2: Nombre de brigades des parcs ciblés sont construites et opérationnelles dans les trois parcs nationaux (Mourindi, Iguéla, Sette-Cama et Mayumba)</i>		aucune	aucune	2 (Iguéla, Sette-Cama)	4	Les travaux de réhabilitation sont finalisés pour Iguéla et Sette Cama. Des retards ont été accusés pour la brigades de Mourindi la finalisation des travaux est prévue pour September 2012 (au plus tard).
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 3: Augmentation de l'effort de surveillance dans les trois parcs nationaux ciblés. (Nombre d'Homme-jours par mois, valeur moyenne annuelle).</i>		300	235	362	500	Cf. tableau des résultats désagrégés par Parcs (nota ; données partielles p[our 2011 – le système de collecte et

					reporting des données doit être amélioré)
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 4: Nombre de comité consultatif de gestion locaux créés dans les parcs nationaux cibles (y inclut la première réunion)</i>	0	0	1	3	Le CCGL a été créé pour le PN_Mayumba et la première assemblée s'est tenue en février 2012. Les CCGL pour les PN Loango et Moukalaba-Doudou sont en cours de mise en place et seront formellement établis en Août 2012 au plus tard.
<b>Composante 4</b>					
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 1: Nombre d'agent des brigades équipés et formés</i>	0	∅	15	15	Tous les agents sont maintenant opérationnels au niveau des trois Brigades (5 par brigades) et les équipements ont été acquis,
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 2: Augmentation de l'effort de surveillance en périphérie de trois parcs nationaux (Iboundji, Léconi et Tchibanga). (Nombre d'Homme-jours par mois, valeur moyenne annuelle).</i>	0	15	204	200	Cf. résultats désagrégés ci-dessous.
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 3: Nombre d'audit environnementaux conduits par l'administration</i>	0	0	0	5	Des visites ont été organisés sur plusieurs sites. Toutefois, il ressort de la mission que cela ne peut être considéré comme des audits environnementaux. Cf. para. 53-54.

**Résultats désagrégés pour Indicateur 3 : Effort de surveillance dans les trois Parcs Nationaux cibles et les zones tampons** (cf. résultats partiels pour l'année 2011 du fait de données partielles disponibles)

- *dans les Parcs cibles*

		Valeur cible Fin Projet	Résultats juin 2012
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 3: Augmentation de l'effort de surveillance dans les trois parcs nationaux ciblés. (Nombre d'Homme-jours par mois, valeur moyenne annuelle).</i>	Loango		112
	Moukalaba-Doudou		194
	Mayumba		56
	<b>Total</b>	<b>500</b>	<b>362</b>

- *en périphérie des Parcs Nationaux (cf. Brigades mobiles)*

		Valeur cible Fin Projet	Résultats juin 2012
<i>Indicateur de résultat intermédiaire 2: Augmentation de l'effort de surveillance en périphérie de trois parcs nationaux (Iboundji, Léconi et Tchibanga). (Nombre d'Homme-jours par mois, valeur moyenne annuelle).</i>	Brigade Iboundji		18
	Brigade Léconi		44
	Brigade Tchibanga		160
	<b>Total</b>	<b>200</b>	<b>204</b>

**Résultats désagrégés pour l'indicateur 4 : Nombre de membre des populations locales sensibilisés sur la biologie de la conservation dans les trois parcs nationaux ciblés.** (*Bénéficiaires directes de projets de développement, Nombres de participants au processus consultatif de gestion des parcs nationaux, sensibilisation environnementale*) – cf. source : rapport des ONGs partenaires.

		Valeur cible Fin Projet	Résultats juin 2012
<b>Indicateur 4 Four: Nombre de membre des populations locales sensibilisés sur la biologie de la conservation dans les trois parcs nationaux ciblés.</b>	<i>Direct beneficiaries of development projects</i>	Loango	0
		Moukalaba-Doudou(50%femmes)	38

	<i>Mayumba</i>		0
<i>Participants to the Consultative process of the Management plan</i>	<i>Loango (40%femmes)</i>		98
	<i>Moukalaba-Doudou(40%femmes)</i>		35
	<i>Mayumba(40%femmes)</i>		506
<i>Sensitization</i>	<i>Loango (50%femmes)</i>		500
	<i>Moukalaba-Doudou (50%femmes)</i>		2 622
	<i>Mayumba (50%femmes)</i>		1 536
	<i>Iboundji (50%femmes)</i>		465
	<b>Total</b>	4 000	5 800

## Annexe 2

### Etat des lieux de la mise en œuvre des activités par les ONGs partenaires (cf sur base des indicateurs de performance indiqués dans les contrats respectifs)

#### Parc National de Moukalaba-Doudou

07/SC/ED/2010/ANPN/WWF - WWF Moukalaba-Doudou	
Indicateur de Gestion	
a. Le plan de gestion du parc est actualisé et remis officiellement à l'ANPN et mis en œuvre	L'élaboration du plan de gestion se poursuit avec la participation d'un agent WWF à la cellule plan de gestion de l'ANPN et celle des agents WWF du parc dans la cellule planification de MD
b. Le système de gestion des données est opérationnel et sous la gestion de l'administrateur désigné par le Parc National	La base de données permettant de faire un suivi de l'ensemble des missions (ordre de mission, participants aux missions, lieux et type de mission) est élaborée et opérationnelle
c. L'efficacité de gestion du Parc est évaluée à l'aide de l'outil PAMETT ;	L'efficacité de gestion du Parc a été évaluée avec PAMETT en décembre 2011
Indicateur de la mise en place d'un produit touristique	
d. Un protocole de collaboration pour le développement d'un tourisme de vision axé sur des groupes de grands singes habitués est signé entre l'ANPN, l'Université de Kyoto, l'IRET et l'ONG PROGRAM	Le protocole a été élaboré mais n'a pas abouti à une signature. La mise en place d'un produit d'habitué des grands singes a été suspendu sur décision de l'ANPN . Cette activité a été remplacée par des travaux d'aménagement pour rendre accessible le site touristique principal du parc « Mbani ».
e. Le nombre de personnes travaillant sur l'habitué de gorilles à des fins touristiques a doublé depuis le démarrage du projet	5 personnes travaillent en permanence sur le monitoring écologique du site touristique "Mbani"
f. au moins un groupe de grands singes est en cours d'habitué	
g. Les compétences des pisteurs locaux de grands singes ont été accrues et diversifiées dans les domaines du guidage touristiques et des maladies transmissibles	Les compétences des pisteurs locaux en suivi-écologique et guidage touristique ont été renforcés
Indicateur de Gouvernance locale	
d. Le nombre exact d'habitants du parc à l'année est connues (avec leurs noms, endroits, âge, sexe) et les zones pour les activités coutumières sont définies et délimitées de façon participative entre le Parc et les populations, avec un appui des ONGs. Ces terroirs sont intégrés dans le plan de zonage du parc;	Des études socio-économiques ont été réalisées incluant la cartographie des terroirs villageois et la mise en place des comités villageois
e. Au moins trois (3) comptes rendu des réunions avec les opérateurs privés et les communautés locales sur la mise en œuvre du plan gestion (en fonction et après son approbation par l'ANPN) sont disponibles.	Les comptes rendus de réunions sont disponibles
Indicateurs Suivi évaluation des résultats	
f. Un rapport de synthèse des activités de pêche dans les lagunes y inclus les statistiques de CPUE (catch per unit effort) est disponible ;	Plusieurs rapports sur les activités de pêche sont disponibles mais doivent être synthétisés

<p>j. Système de suivi des activités de contrôle établi et opérationnel. Les activités de surveillance terrestre depuis le démarrage du projet sont résumées dans un rapport de synthèse (annuel) montrant le nombre d'hommes/jours par type de mission, le nombre d'infractions par km parcouru, le nombre de PV établi, le nombre des personnes arrêtées, le nombre et la qualité des saisies, la nature des infractions et le suivi du contentieux</p>	<p>Le système de suivi des activités de contrôle est établi et opérationnel à travers la mise en place du logiciel et des procédures MIST pour le parc de Moukalaba-Doudou</p>
<b>09/SC/ED/2010/ANPN/PROGRA - PROGRAM Moukalaba-Doudou</b>	
<b>Objectif 1 Mise en place d'un produit de vision de gorilles habitués en collaboration avec Kyoto-IRET</b>	
<p>Au moins un groupe de gorilles a fait l'objet d'un programme d'habituatation</p>	<p>Le "groupe 8" est en cours d'habituatation par Kyoto/IRET. 2 équipes de 4 pisteurs suivent de manière journalière le groupe 8. PROGRAM considère que ces efforts sont insuffisants pour aboutir à l'habituatation complète du groupe 8 en 2015.</p>
<p>4 pisteurs de l'association sont intégrés de façon rotative dans les équipes d'habituatation pour le tourisme</p>	<p>Activité non aboutie en raison d'un manque de ressource humaine au sein de PROGRAM. Les activités suivi écologique Mbani, suivi de la forêt de Doussala, encadrement de touristes pilotes et autres activités de terrain, ont mobilisés les 4 pisteurs salariés par PROGRAM.</p>
<p>Le protocole de collaboration entre JICA/IRET, WWF-Gamba, PROGRAM et ANPN est signé</p>	<p>Draft existant. Non validé par ANPN &amp; Kyoto/IRET. Proposition d'habituatation formulée, transmise à ANPN et intégrée dans plan de gestion (annexe touristique) par cellule plan de gestion.</p>
<b>Objectif 2 appui à la préservation de l'intégrité écologique du PNMD à travers la recherche, la surveillance et le suivi écologique</b>	
<p>La base de données SIG pour le PN de Moukalaba-Doudou est à jour ;</p>	<p>Base de données SIG est à jour (gérée par WWF)</p>
<p>Une mission de renforcement de compétences et de suivi/évaluation a été organisée sur Tchibanga par l'unité cartographie du WWF-Gamba ;</p>	<p>Plusieurs propositions formulées mais pas aboutie. Cependant, activité non nécessaire puisqu'un responsable MIST/SIG/Base de données a été recruté pour WWF-Tchibanga.</p>
<p>Le site de la Mbani est évalué et un système de surveillance est en place: 1 campement permanent a été mis en place 1 base de données écologique est créée suite au monitoring</p>	<p>1 campement établi en lisière de forêt. Données mensuelles récoltées pendant 9 mois. 1 rapport trimestriel rédigé. Manque 2 rapports trimestriels et 1 rapport de synthèse. 1 base de données existante.</p>
<p>6 missions de surveillance réalisées avec les écogardes du PNMD totalisant 50 homme/jour de mission</p>	<p>1 scénario de mission conçu. 1 mission test organisée par WWF suite à la conception du scénario. 58 j de surveillance fluviale menée par PNMD.</p>
<b>Objectif 3: appuyer le PNMD dans ses efforts de valorisation touristique de ses patrimoines</b>	
<p>Au moins un produit hippopotame est évalué et un circuit proposé</p>	<p>1 étude de la concentration en hippopotame mené par Sylvie RIETMANN. Identification des hot spots d'observation (basse Nyanga).</p>
<p>2 missions d'exploration ont été menées</p>	<p>4 missions explorations effectuées.</p>
<p>1 circuit de découverte du PNMD, incluant les différents produits (Hippo, Mbani, gorille, etc.) a été testé auprès de touristes pilotes (50 touristes pilotes ont été encadrés dans le PNMD)</p>	<p>1 circuit non fonctionnel (accessibilité et logistique défailante) a été testé auprès de 66 touristes pilotes.</p>
<p>Le site Web du PNMD est son volet tourisme est créé</p>	<p>Tentative d'amélioration du volet touristique du PNMD formulée par PROGRAM. Aucun retour de ANPN.</p>
<p>1 dépliant touristique (A4, 3 volets) développé et distribué à hauteur de 1000 exemplaires</p>	<p>premier draft en cours de conception, pas encore imprimé</p>
<p>1 brochure touristique (A5, 5 pages) conçu et distribuée à hauteur de 500 exemplaires</p>	<p>premier draft en cours de conception, pas encore imprimé</p>
<b>Objectif 4: renforcer les actions de sensibilisation et d'EE pour le PNMD</b>	
<p>La caravane de Conservation à été organisée dans les villages au Nord et Est de PNMD</p>	<p>fait à l'est, pas encore au nord (responsabilité à Ibonga d'organiser cette caravane, PROGRAM vient en appui si nécessaire)</p>
<p>2 JME ont été organisées à Tchibanga</p>	<p>800 personnes sensibilisées.</p>

2 écoles de Tchibanga test le curriculum environnemental d'Ibonga	Ibonga n'a pas voulu que le curriculum soit testé à Tchibanga préférant le faire valider par l'Education Nationale. PROGRAM a préféré s'orienter vers l'éducation sur les grands singes en formant son CSE par JGI (5 jours de stage).
2 campagnes de sensibilisation ont été encadrées dans les villages de l'axe Tchibanga/Doussala	3 campagnes réalisées, 512 personnes sensibilisées.
<b>Objectif 5: appuyer le PNMD dans la mise en place des outils de gestion participative du parc avec les populations riveraines</b>	
Le CCGL s'est réuni au moins une fois ;	1 comité villageois existant à Doussala/Mbougou. 1 plan de travail et de mise en place de la plateforme villageoise définit. CCGL pas encore mis en place
Le CPGL s'est réuni au moins trois fois ;	Le CPGL est le comité villageois de Doussala/Mbougou. Plus de 3 réunions ont été organisées.
Le Règlement Intérieur du CPGL est finalisé et approuvé ;	Règlement Intérieur proposé au comité villageois de Doussala/Mbougou, et validé par ce dernier. En attente d'un procès verbal.
Une clé de redistribution des bénéfices est proposée ;	Des discussions sur la réalisation de projets sur les fonds sociaux de la CBG ont été engagées
Au moins trois projets de développement communautaires ont été réalisés : boulangerie artisanale, temple touristique et case artisanale.	Boulangerie + temple touristique en cours de finalisation. Projet de case artisanale abandonné pour des raisons budgétaires, les fonds alloués étant réinvesti dans la construction de la boulangerie.

## Parc National de Loango

08/SC/ED/2010/ANPN/WWF - WWF Loango sud	
Indicateur de Gestion	
a. Le plan de gestion du parc est actualisé et remis officiellement à l'ANPN et mis en œuvre	L'élaboration du plan de gestion se poursuit avec la participation d'un agent WWF à la cellule plan de gestion de l'ANPN et celle des agents WWF du parc dans la cellule planification de Loango
b. Le système de gestion des données est opérationnel et sous la gestion de l'administrateur désigné par le Parc National	La base de donnée permettant de faire un suivi de l'ensemble des missions (ordre de mission, participants aux missions, lieux et type de mission) est élaborée et opérationnelle
c. L'efficacité de gestion du Parc est évaluée à l'aide de l'outil PAMETT	L'efficacité de gestion du Parc a été évaluée avec PAMETT en décembre 2011
Indicateur de Gouvernance locale	
d. Le nombre exact d'habitants du parc à l'année est connus (avec leurs noms, endroits, âge, sexe) et les zones pour les activités coutumières sont définies et délimitées de façon participative entre le Parc et les populations, avec un appui des ONGs. Ces terroirs sont intégrés dans le plan de zonage du parc	Des études socio-économiques ont été réalisées incluant la cartographie des terroirs villageois et la mise en place des comités villageois
e. Au moins trois (3) comptes rendu des réunions avec les opérateurs privés et les communautés locales sur la mise en œuvre du plan gestion (en fonction et après son approbation par l'ANPN) sont disponibles	Les comptes rendus de réunions sont disponibles
Indicateurs Suivi évaluation des résultats	
f. Un rapport de synthèse des activités de pêche dans les lagunes y inclus les statistiques de CPUE (catch per unit effort) est disponible	Plusieurs rapports sont disponibles mais doivent être synthétisés
g. Système de suivi des activités de contrôle établi et opérationnel. Les activités de surveillance terrestre depuis le démarrage du projet sont résumées dans un rapport de synthèse (annuel) montrant le nombre d'hommes/jours par type de mission. le nombre infractions par km parcouru, le nombre de PV établi, le nombre des personnes arrêtées. le nombre et la qualité des saisies, la nature des infractions et le suivi du contentieux ;	Le système de suivi des activités de contrôle est établi et opérationnel à travers la mise en place du logiciel et des procédures MIST pour le parc de Loango en partenariat avec WWF
h. La base de données sur la surveillance marine est fonctionnelle et partagée entre les ONG et l'ANPN.	Réalisation d'une formation sur la surveillance marine (MIST Marin), la surveillance n'étant pas encore systématique, elle n'alimente pas encore une base de données spécifique
<b>WCS Loango Nord</b>	
Indicateur de Gestion	



a. Le plan de gestion du parc est actualisé et remis officiellement à l'ANPN et mis en œuvre	L'élaboration du plan de gestion se poursuit avec la participation d'un agent WWF à la cellule plan de gestion de l'ANPN et celle des agents WWF du parc dans la cellule planification de Loango
b. Le système de gestion des données est opérationnel et sous la gestion de l'administrateur désigné par le Parc National	La base de donnée permettant de faire un suivi de l'ensemble des missions (ordre de mission, participants aux missions, lieux et type de mission) est élaborée et opérationnelle
c. L'efficacité de gestion du Parc est évaluée à l'aide de l'outil PAMETT	L'efficacité de gestion du Parc a été évaluée avec PAMETT en décembre 2011
<b>Indicateur de Gouvernance locale</b>	
d. Le nombre exact d'habitants du parc à l'année est connues (avec leurs noms, endroits, âge, sexe) et les zones pour les activités coutumières sont définies et délimitées de façon participative entre le Parc et les populations, avec un appui des ONGs. Ces terroirs sont intégrés dans le plan de zonage du parc;	Des études socio-économiques ont été réalisées en complémentarité du travail réalisé par ASF incluant la cartographie des terroirs villageois et la mise en place des comités villageois
e. Au moins trois (3) comptes rendu des réunions avec les opérateurs privés et les communautés locales sur la mise en œuvre du plan gestion (en fonction et après son approbation par l'ANPN) sont disponibles	Les comptes rendus de réunions sont disponibles
<b>Indicateurs Suivi évaluation des résultats</b>	
f. Un rapport de synthèse des activités de pêche dans les lagunes y inclus les statistiques de CPUE (catch per unit effort) est disponible	Des rapports sur la pêche dans la lagune sont disponibles d'octobre à fin mai et seront synthétisés en juin
g. Système de suivi des activités de contrôle établi et opérationnel. Les activités de surveillance terrestre depuis le démarrage du projet sont résumées dans un rapport de synthèse (annuel) montrant le nombre d'hommes/jours par type de mission. le nombre infractions par km parcouru, le nombre de PV établi, le nombre des personnes arrêtées. le nombre et la qualité des saisies, la nature des infractions et le suivi du contentieux ;	Le système de suivi des activités de contrôle est établi et opérationnel à travers la mise en place du logiciel et des procédures MIST pour le parc de Loango en partenariat avec WWF
h. La base de données sur la surveillance marine est fonctionnelle et partagée entre les ONG et l'ANPN.	Réalisation d'une formation sur la surveillance marine (MIST Marin), la surveillance n'étant pas encore systématique, elle n'alimente pas encore une base de données spécifique
<b>11/SC/ED/2010/ANPN/IBONGA</b>	
<b>Éducation environnementale</b>	
Le Manuel d'éducation environnementale pour les Enseignants est élaboré, disponible et utilisable ;	Le manuel n'a pas été produit
Le Manuel d'activités d'éducation environnementale est élaboré ;	Le manuel n'a pas été produit

La mallette pédagogique est distribuée dans au moins 10 écoles du PNL ;	La mallette pédagogique n'a pas été finalisée
Six campagnes de nettoyage des plages ont été organisées impliquant plus de 50 personnes à chaque campagne.	Les campagnes de nettoyage ont été organisées
<b>Implication des populations locales</b>	
Aider l'ANPN à réunir le CCGL au moins deux fois ;	La CCGL n'est pas encore mis en place
La Campagne "Caravane de sensibilisation environnementale" a été organisée, y compris dans la partie Nord du Parc ;	La campagne caravane de sensibilisation environnementale n'a eu lieu que dans la partie sud du parc
La Journée Mondiale de l'Environnement a été organisée avec des activités dans toute la zone de Gamba et du PN Loango.	La JME 2011 a été organisée à Gamba
<b>Centre d'accueil</b>	
Le centre d'accueil de Setté-Cama est fonctionnel et un rapport annuel de l'activité touristique dans le parc national de Loango est disponible;	Le centre d'accueil n'est pas opérationnel, le suivi de l'activité touristique n'a pas été réalisé
Au moins deux activités touristiques ou en rapport avec le développement durable ont été créées,	
Le centre d'accueil sert de point de valorisation de la culture locale par la vente de produits artisanaux de la région.	Le centre d'accueil n'est pas fonctionnel

### **Parc national de Mayumba**

<b>WCS Mayumba</b>	
<i>Indicateur de Gestion</i>	
a. Le plan de gestion du parc est actualisé et remis officiellement à l'ANPN et mis en œuvre	L'élaboration du plan de gestion se poursuit avec la participation d'un agent WWF à la cellule plan de gestion de l'ANPN et celle des agents WWF du parc dans la cellule planification de Loango
b. Le système de gestion des données est opérationnel et sous la gestion de l'administrateur désigné par le Parc National	La base de donnée permettant de faire un suivi de l'ensemble des missions (ordre de mission, participants aux missions, lieux et type de mission) est élaborée et opérationnelle
c. L'efficacité de gestion du Parc est évaluée à l'aide de l'outil PAMETT	L'efficacité de gestion du Parc a été évaluée avec PAMETT en décembre 2011
<i>Indicateur de conservation</i>	
f. Un rapport de synthèse des activités de pêche dans les lagunes y inclus les statistiques de CPUE (catch per unit effort) est disponible	Des rapports sur la pêche dans la lagune sont disponibles d'octobre à fin mai et seront synthétisés en juin
b. Un rapport annuel de synthèse de suivi des tortues et des grands mammifères est complété	Le rapport sur les tortues est complété chaque année

c. Les activités de surveillance terrestre depuis le démarrage du projet sont résumées dans un rapport de synthèse (annuel) montrant le nombre d'hommes/jours par type de mission, le nombre d'infractions par km parcouru, le nombre de PV établis, le nombre des personnes arrêtées, le nombre et la qualité des saisies, la nature des infractions et le suivi du contentieux (MIST)	Le système de suivi des activités de contrôle est établi et opérationnel à travers la mise en place du logiciel et des procédures MIST pour le parc de Mayumba
<i>Indicateur dans le cadre de la sensibilisation</i>	
Un programme interactif d'éducation environnementale approprié aux ressources naturelles locales pour leur gestion durable dans et autour de la zone tampon est conçu et mise en œuvre	Le programme d'éducation environnemental est mis en œuvre
Le nombre de personnes touchées par la campagne de sensibilisation (définir les groupes cibles y compris les femmes) est disponible	Le nombre de personnes touché par chacune des campagnes de sensibilisation est disponible
Un rapport des activités d'éducation environnementale annuel est produit	Présenté dans le rapport technique annuel
<i>Indicateur sur la gestion durable des ressources naturelles / connaissance de la ressource</i>	
a. Une ligne de base d'utilisation des filets mono filament en mer est établie	Activités réalisé en continuité (suivi pêche)
b. Une ligne de base du trafic des ailerons des requins est établie ;	
c. Les données de suivi de d'utilisation des filets mono filament en mer et du trafic des ailerons des requins sont disponibles ;	
d. Des standards de pêche artisanale sont définis de façon participative.	Le WCS veut capitaliser les données sur la pêche pour proposer une série de standard
<i>Indicateur de gouvernance locale</i>	
a. Le nombre exact d'habitants dans le parc et la zone périphérique est connu (avec leurs noms, localisation, âge, sexe) et les zones pour les activités coutumières sont définies et délimitées de façon participative entre le Parc et les populations, avec un appui des ONGs. Ces terroirs sont intégrés dans le plan de zonage du parc ;	Des études socio-économiques ont été réalisées en complémentarité du travail réalisé par ASF incluant la cartographie des terroirs villageois et la mise en place des comités villageois
b. Au moins trois comptes rendu des réunions avec les opérateurs privés et les communautés locales sur la mise en œuvre du plan gestion (en fonction et après son approbation par l'ANPN) sont disponibles.	Les comptes rendus de réunions sont disponibles
<b>10/SC/ED/2010/ANPN/ASF - ASF Mayumba</b>	
Un Comité Consultatif de Gestion Local du parc national du Parc Marin de Mayumba fonctionnel est en place. Il s'est réuni au moins 2 fois Une cartographie participative du parc de Mayumba et de sa périphérie est disponible.	Le CCGL de Mayumba a été mis en place en avril 2012

<p>Au moins un projet d'appui aux pêcheurs a été développé ;</p>	<p>Des réflexions sont en cours pour mettre en place un projet d'amélioration de l'efficacité énergétique des fumoirs à poisson</p>
<p>Des rapports de monitoring des espèces phares sont produits et disponibles ;</p>	<p>Les activités de suivi des pontes des tortues marines ont été réalisées avec l'appui du « partenariat tortue »</p>
<p>Au moins trois campagnes de nettoyage des plages sont organisées ;</p>	<p>ASF a activement participé aux activités de nettoyage des plages de Mayumba suite à une pollution</p>
<p>Organiser deux Journées mondiale de l'environnement (2011,2012).</p>	<p>La journée mondiale de l'environnement a été organisée en 2011 et ASF se prépare à organiser la journée 2012</p>



**BANQUE MONDIALE**  
**Région Afrique**  
**Rapport de supervision en gestion financière**

*Préparé par M. Patrick Bongotha*

**Résumé**

Une mission composée de Mr Patrick Bongotha, Analyste en Gestion Financière a visité l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) du 22 au 23 mai 2012 en vue d'effectuer une revue de la gestion financière du projet avec pour objectifs principaux

- (i) d'apprécier la qualité de la gestion financière ainsi que l'état actuel des risques de gestion financière et
- (ii) faire un suivi des difficultés issues des précédents rapports et l'état d'application des précédentes recommandations.

La mission a eu des entretiens avec Mr Diouf, Directeur Administratif et financier de l'ANPN, Mr Maroga, responsable de la passation de Marche et Mr Aliou Barry, chef de projet.

Suite à la revue, on observe des progrès en matière de décaissements et de *reporting*. Toutefois, le contrôle interne n'est pas satisfaisant, faute d'un manuel de procédures adapté : la performance en Gestion Financière, bien qu'elle s'améliore progressivement, reste donc modérément satisfaisante. Le niveau de risque est maintenant estimé Modéré.

Sur le plan budgétaire, une nouvelle version du budget est en cours de préparation. Sur le plan comptable, il y a suffisamment de personnel, mais le logiciel n'est toujours pas en réseau. De plus l'assistance comptable fournie par le cabinet Baker Tilly s'est arrêtée. En matière de contrôle interne, le nouveau manuel de procédures n'est toujours pas réalisé et sa budgétisation est à l'étude. En matière de décaissements, le taux de décaissement est satisfaisant à 76.42%. Le *reporting* financier est satisfaisant et respecte les délais. En matière d'audit externe, le recrutement d'un nouvel auditeur est en cours pour les deux derniers exercices 2011 et 2012 du projet.

**Performance en matière de gestion financière dans le cadre de la supervision du projet**

Sur la base de la revue conduite et des constats ci-dessous, la mission est d'avis que la performance de la gestion financière du projet est Modérément Satisfaisante (MS).

**Notation du risque en gestion financière**

Le niveau de risque résiduel devient **modéré** dans l'ensemble.

## Conclusions et recommandations de la revue en matière de gestion financière

### A. Gestion budgétaire

Le budget de 10 millions de Dollars portant sur la durée de vie du projet a été restructuré à plusieurs reprises dont la plus récente date d'octobre 2011. Toutefois certaines d'activités devant prendre fin le 30 juin 2012, date initiale de la clôture du projet, il est question de les proroger afin qu'elles tiennent compte de l'extension de un an du projet. Il s'agit pour l'essentiel des consultations d'un certain nombre d'ONGs nationales et internationales, de contrats de consultants individuels. Il convient de plus que ledit budget soit annualisé afin de s'assurer d'un suivi efficace. De plus les procédures liées à son approbation, à son exécution et à son contrôle doivent figurer dans le manuel de procédures révisé. En termes d'exécution, des outils de suivi ont été mis à la disposition de l'agence par le cabinet en charge de l'audit externe lors de sa revue de contrôle interne, pour un suivi en temps réel. Le taux d'exécution budgétaire est de 58% en mai 2012.

### B. Gestion comptable

Au niveau de l'ANPN la comptabilité est assurée par le DAF, une chef comptable, un contrôleur financier, trois comptables. Il y a également trois comptables terrains affectés aux parcs. La mise en réseau du système comptable est en cours. Pour l'instant le logiciel (TOMPRO) est stocké sur le disque dur d'un ordinateur portable. Les sauvegardes effectuées sur un disque dur externe sont mensuelles. ***Il conviendrait de faire des sauvegardes quotidiennes et de mettre la comptabilité en réseau le plus rapidement possible.***

Le déploiement de TOMPRO sur toutes les activités de l'ANPN dans le cadre de la composante 1 du projet n'a pas été jugé pertinent par le projet qui lui a préféré Sage, déjà utilisé pour la paye. Ainsi à un an de la clôture du projet les besoins en formation sur TOMPRO doivent être reconsidérés à la baisse, au profit des seules personnes susceptibles de l'utiliser. ***Il conviendra toutefois d'exploiter TOMPRO à l'avenir pour d'autres projets.***

Il faut également noter que l'assistance comptable apportée par le cabinet Baker Tilly s'est interrompue à l'initiative dudit cabinet sans explications. A défaut d'un manuel de procédures et sous réserve d'une dotation budgétaire, suffisante, il serait souhaitable de réactiver une assistance comptable qui soit à même d'apporter un suivi du projet sur les questions complexes. La DAF a confirmé qu'elle avait les expertises suffisantes pour assurer un suivi comptable du projet et ***il a été convenu que le cabinet serait plutôt mobilisé pour préparer le manuel de procédures.***

Les rapprochements bancaires sont faits régulièrement ainsi que l'analyse des comptes. La saisie comptable accuse un retard d'environ deux mois, lié aux difficultés d'acheminement régulier des pièces comptables des Parcs à Libreville. Il conviendra d'optimiser tous les moyens de communication disponible mais aussi de ***s'assurer que la comptabilité est tenue au jour le jour au niveau des parcs afin de réduire ces délais à un mois maximum.***

### C. Contrôles internes

Les commentaires faits lors de notre dernière mission en Novembre 2011 sont toujours d'actualité. Ils s'articulent autour de la non finalisation du manuel de procédures qui perdure malgré toutes nos relances et qui a même été relevé lors de l'audit. En effet, l'ancien manuel d'exécution de l'ANPN est aujourd'hui caduc car il ne reflète plus la nouvelle structure institutionnelle du projet. Il convient de budgétiser et

d'élaborer un manuel de procédures (cf. mobilisation du cabinet Baker Tilly, voir ci-dessus) qui dans le cadre de la composante 1 du projet concourra au renforcement institutionnel de l'ANPN au delà de la durée de vie du projet. Compte tenu du caractère sensible de la gestion financière, et en attendant un manuel plus global, il a été demandé au DAF de mettre à jour les procédures financières sur la base de l'ancien manuel d'exécution sur les points suivants :

- Chaîne de la dépense (engagement, exécution, paiement...)
- Responsabilités en termes de signature
- Termes de références de chaque personne de la direction financière
- Procédures budgétaires
- Procédures de tenue des caisses PARCs
- Flux des fonds vers les PARCs (appels de fonds, mise à disposition, sécurisation et contrôle des fonds)
- Rôle du cabinet comptable.

A ceci on pourrait ajouter le contrôleur financier qui en principe joue un rôle dans le contrôle a priori de la dépense.

#### D. Décaissements et dépenses

Le taux de décaissements est passé de 57.57% lors de notre dernière revue en novembre à 76.42 %. La fréquence des DRFs est satisfaisante et il n'y a pas de dépassement dans les catégories comme l'indique le tableau de décaissement ci-dessous. Toutefois le projet fait état de lenteurs persistantes quant au traitement des DRFs à Johannesburg.

Catégories	Description	Alloue USD	Décaissé USD	Disponible USD	Historique Décaissements USD
<b>Total</b>		<b>10,000,000.00</b>	<b>7,642,135.81</b>	<b>2,357,864.19</b>	
1-A	CW PARTS A1 & C4	740,000.00	493,648.87	246,351.13	493,648.87
1-B	CW PARTS D3	0.00	0.00	0.00	0.00
2-A	GDS,VEH,& EQUIPT PRTS A2, C2	966,467.00	734,286.99	232,180.01	734,286.99
2-B	GDS,VEH,& EQUIPT PRTS D2	262,071.00	260,298.29	1,772.71	260,298.29
3-A	STUDIES,CONSULT PRTS A3,C1 & C3	3,990,608.00	2,665,848.78	1,324,759.22	2,665,848.78
3-B	STUDIES,CONSULT PRTS B & D	1,293,889.00	913,744.66	380,144.34	913,744.66
4-A	TRAINING PARTS A4 & C5	243,361.00	81,587.85	161,773.15	81,587.85
4-B	TRAINING PARTS D2	50,000.00	0.00	50,000.00	0.00
5-A	OP MNGT PARTS A & C	1,740,564.00	1,609,520.64	131,043.36	1,609,520.64
5-B	OP MNGT PARTS A & C	713,040.00	342,637.22	370,402.78	342,637.22
DA-A	Designated Account	0.00	410,072.67	-410,072.67	
DA-B	Designated Account	0.00	130,489.84	-130,489.84	

#### E. Rapports financiers

Les Rapports de Suivi Financiers (RSFs) sont à jour et de qualité globalement acceptable bien que certains écarts apparaissent au niveau de l'analyse des variances entre les prévisions et les réalisations. Il convient de noter que les grandes masses du budget sont en équilibre et que lesdits écarts sont surtout dus à des questions d'imputations des dépenses sur les mauvaises lignes budgétaires. Le projet s'est engagé dans le cadre de la révision budgétaire, en cours d'améliorer la présentation.

## **F. Audit Externe**

Le dernier rapport d'audit a donné une certification avec réserve ainsi que de nombreuses recommandations en matière de contrôle interne dont la plus importante, non encore résolue est la mise en place d'un manuel de procédures. L'auditeur ayant été recruté pour un exercice, un avis à manifestation d'intérêt a été lancé pour les deux derniers exercices du projet. Des demandes de propositions ont été soumises par plusieurs cabinets et à l'issue des délais un seul cabinet (Deloitte) a soumissionné une offre. Cette dernière devrait être traitée d'ici la fin du mois de mai de sorte que le travail d'audit puisse commencer dès la première semaine du mois de juin pour un rapport du le 30 juin. La mission attire l'attention du projet sur la nécessité de respecter le délai de soumission des rapports d'audit fixé au 30 juin 2012.

## **G. Revue des dépenses et Etats Certifiés de Dépenses(ECD)**

La mission a effectué une revue des ECD sur les DRFs : 65 (ANPN : CFA 61,210,477) ; 63 (ANPN : CFA 79,612,399 ) ; 54 (ANPN : CFA 64,725,249) et 52 ( ANPN : CFA 70,138,237). Ladite revue a révélé que les visas des personnes autorisées notamment le DAF et de Secrétaire Exécutif n'apparaissent pas de manière systématique sur les factures. Ceci induit un risque de paiement de dépenses inéligibles.

## **H. Fraude et anti-corruption**

Des difficultés ont été rencontrées dans le cadre de la réhabilitation de la brigade de Mourindi. Les prestations du premier artisan ont été jugées insatisfaisantes et ont amené l'ANPN à rompre le contrat. A la rupture du contrat avec le premier artisan, les négociations ont été lancées avec l'artisan qui avait été classé second au moment de l'appel d'offre. Cette proposition a été acceptée par l'ANPN et les travaux devraient se poursuivre sans plus attendre. Une analyse approfondie de la situation est en cours par les responsables en gestion financière et l'ANPN.

## **I. Autre**

Néant



## Plan d'action FM

### Situation des recommandations précédentes

#### Résumé des recommandations précédentes non appliquées

Constat	Action	Delai	Situation
Budget non annualisé	Fournir la non objection sur le budget soumis en octobre et faire une annualisation sur la base du PPM	15/12/2011	Fait, mais un autre budget en cours
Manuel de procédures en retard	Budgétiser la mise a disposition d un manuel de procédures Relancer le consultant et définir un délai de livraison. En attendant manuel final, mise a jour du manuel existant pour les procédures financières	31/12/2010	Non Fait
Le logiciel TOMPRO ne couvre que le GEF et pas les autres projets gérés par l'ANPN	Répondre au questionnaire de logiciel et Service pour l'intégration des autres projets dans le logiciel et obtenir un devis incluant la formation et l'assistance pendant 6 mois.	31/1/2011	Non Fait
Le logiciel n'est pas en réseau et est géré sur des ordinateurs portables et des clés USB.	Mettre le logiciel en réseau	15/12/11	Non Fait
Auditeur recruté sur un seul exercice	S'assurer que l'auditeur actuel peut être conservé sur la durée du projet et défaut lancer la procédure de son remplacement.	31/01/11	En cours
L'auditeur a relevé une réserve alors qu'il y a une assistance comptable	Faire un état des lieux de l'assistance comptable et définir des procédures de gestion des caisses des parcs	31/12/11	Assistance comptable arrêtée a l initiative du cabinet comptable.

### Nouveau plan d' actions

Constat	Actions	Responsabilité	Delais
Budget en cours de réexamen	Finaliser le processus d'approbation	BM/ANPN	07/1/2012
Manuel de procédures en retard	Budgétiser la mise à la mise à jour du manuel de procédures. Relancer le consultant et définir un délai de livraison. En attendant manuel final, mise à jour du manuel existant pour les procédures financières	ANPN	31/12/2012
Recrutement de l' auditeur externe toujours en cours	-Vérifier l'offre technique et financière -Proposer l'attribution du marche -Soumettre le rapport d'évaluation technique et financière combine -Donner la non objection -Faire le draft de contrat	ANPN / BM	06/1/2012
Rapport d'audit du le 30 Juin	-Soumettre le rapport d'audit dans les délais - Demander aux comptables parcs de préparer la mission d'audit	Cabinet d'audit/ANPN	22/06/2012
Le logiciel n'est pas en réseau et est stocké sur des ordinateurs portables et des clés USB.	Mettre le logiciel en réseau	ANPN	1/6/2012
L'Assistance comptable est à l'arrêt	Reprendre les discussions avec un cabinet afin de continuer une assistance comptable ciblée	ANPN	30/06/2012

